

RELEVE DE DECISIONS
CA plénier du 12 Octobre 2010 à 8h00
Patrick Capolsini

Document n'ayant aucun caractère officiel et n'engageant que son auteur
Notes prises en séance

Représentants MCF :

- **Présents : P. Capolsini, S. Richaud, N. Schmitt, J. Munoz, JM Chapuis, B. Poirine**
- **Absents :**

Représentants PR :

- **Présents : L. Peltzer, M. Debene, P. Ortega, P. Bianchini, JM Goursaud, E. Conte**
- **Absents :**

- La séance a été déplacée dans les locaux du Haut Commissariat afin de pouvoir débattre sereinement et non dans le bruit et l'agitation du CS d'hier.
- Invitations habituelles + le VP du CS (Marcel Le Penec) pour présenter le plan Recherche.
- B. Poirine (second de liste collège B lors des dernières élections) remplace Keitapu Maamaatuaiaitapu démissionnaire.
- Procuration : Teiva Rofritsch à Moana Greig.

POINT 1 : Approbation du procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 16 septembre 2010.

Un oubli de procuration. Une ou deux coquilles.

Unanimité.

POINT 2 : Projet du contrat pluriannuel 2012/2015.

La Présidente prend la parole :

- L'avenir de l'UPF passe par une profonde rénovation de notre plan de formation et de recherche
- Le projet a été soumis à la CEVE (unanimité) et au CS d'hier (15 pour sur 22 votants)
- Globalement seuls 16% de nos étudiants obtiennent leur licence en 3 ans, 18% en 4 ans, nous sommes loin de la moyenne nationale (autour de 30%)
- Lors du dernier CA, la représentante du Ministre de l'éducation de PF nous a fait part des attentes de la PF, attentes reprises dans un courrier du ministre joint aux documents du CA (voir ci-dessous)
- Rappel : la PF doit être consultée sur notre plan (voir ci-dessous une réponse du vice Président de la PF à une question orale à l'APF)
- Rappel de la mission d'expertise de fin Août : rencontres avec tous les partenaires locaux, préconisations des experts :
 - Lutte contre l'échec en licence
 - Décloisonnement
 - « Nous ne pouvons plus nous contenter de financer l'échec »
 - La formation professionnelle avec éventuellement un IUT
 - Typage de l'UPF
 - Masters nécessairement adossés à la recherche
 - ...
- Rappel du processus : envoi de documents à l'AERES avant la fin de cette semaine, mission AERES dans quelques mois (sans doute Avril/Mai 2011), notation de

l'AERES, passage au Ministère (DGESIP), discussions contractuelles, signature du contrat en Juillet/Août 2012

- Les crédits du contrat se montent à environ 30% de nos moyens globaux. Des critères de performance tant en enseignement qu'en recherche sont à la base de la définition du montant des crédits du contrat
- Eviter les effectifs trop faibles dans toutes les filières aussi bien en L qu'en M. Certains de nos M2 actuels accueille moins de 5 étudiants
- Nos moyens humains et financiers sont stables ou en baisse, il nous faut toujours faire mieux avec moins et cette situation ne va pas s'arranger
- Rappel des différentes réunions ayant eu lieu à partir de Juin avec les départements, fin Août avec les experts (département par département), restitution le 6/09, entre le 7/09 et le 30/09 : énumération de la longue liste de toutes les réunions entre la direction et les collègues
- Seuls deux enseignants se sont déclarés grévistes, environ 250 étudiants et une vingtaine d'enseignants ont manifesté devant la Présidence Vendredi dernier
- Lecture d'un courrier de la commission de l'éducation et de la recherche de l'APF (non joint aux documents) se déclarant favorable à la création de Masters d'enseignement (courrier diffusé par mail par Keitapu à toute l'UPF)
- Une question juridique se pose : est-ce l'assemblée ou le gouvernement du Pays qui doit se prononcer sur notre plan pluriannuel ? ➔ il faudra répondre à cette question

Lettre du 16/09/2010 du Ministre de l'Éducation du Pays (Moana Greig) :

- Se félicite de la demande d'expertise de l'UPF par messieurs FORESTIER et LAURENT dont les compétences ne peuvent être mises en doute
- Soutien du Pays à la démarche d'actualisation de la carte de formation
- Université typée : identité propre, formations adaptées, efforts vers l'insertion professionnelle, rappel de la fin des débouchés de certaines (il n'est pas précisé lesquelles) filières d'enseignement au niveau lycées et collèges, demande d'une licence pluridisciplinaire destinée au PE
- Insiste sur la nécessaire amélioration de nos taux de réussite
- S'interroge sur la nécessité de la mise en place d'une première année de mise à niveau
- Associer le CNAM à la prise en charge de nos bacheliers professionnels
- Satisfaction de l'orientation de la recherche avec en particulier le GOPS, le CPRBI et le projet d'UMR

Réponse du vice-président du Pays (E. Fritch) à des questions orales à l'assemblée de PF : globalement il reprend l'argumentaire de la lettre du Ministre.

Le VP du CA Eric Conte explique la carte de formation :

- Rapport d'établissement à destination de l'AERES = Document de 120 pages, énorme travail !
- Préambule : nous allons proposer des préparations aux CAPES même si ce n'est pas sur le modèle actuel
- Notre carte est adaptée au mieux aux besoins du Pays
- En plus des réunions rappelées par la Présidente, le VP est lui-même intervenu dans de nombreuses réunions avec les collègues
- Les maquettes sont le fruit du travail des collègues même si la direction a « forcé » quelques fois les collègues à travailler ensemble pour aboutir aux maquettes présentées ici
- La proposition actuelle résulte de choix parfois difficiles mais toujours bien réfléchis
- Notre taux d'échec apparaît comme très pénalisant au niveau national. Les experts ont donc insisté sur la nécessité de mettre en place des mesures fortes pour lutter contre l'échec
- Nos proportions de bacheliers techno, pros et généraux sont complètement hors des normes des universités de métropole

- **Mécanisme de lutte contre l'échec :**
 - Mise en place en tout début de S1 d'un QCM informatisé avec 3 niveaux de questions
 - Entretien avec les étudiants ayant de mauvais résultats aux tests pour essayer de les persuader de changer d'orientation même si on ne peut pas les y obliger
 - Ouverture de Diplômes d'Université (DU ou CU) adaptés et en concertation avec le milieu professionnel afin de leur proposer d'obtenir tout de même un petit diplôme → nous allons demander à notre tutelle de financer en totalité ou en partie ces DU/CU
 - Autre piste : la toute nouvelle « licence métier » du CNAM qui semble adaptée aux bacheliers pro → piste à creuser dans les mois à venir
 - Pour ceux « un peu en dessous de la barre » : proposition d'un L0 de renforcement avant de reprendre l'année suivante un cursus normal. Au S1, ils ont quasiment les mêmes enseignements que les autres mais en petits groupes. Le nombre de places proposé dans ce L0 sera limité (peut-être 200 places pour toute l'UPF)
 - Rappel 42% de nos étudiants abandonnent en L1
 - Il faut impérativement que nos enseignements de licence fassent preuve de progressivité, c'est un facteur important de réussite. Il ne doit pas y avoir de « semestre couperet »
- **Insertion dans le monde du travail**
 - Le monde du travail est de plus en plus exigeant. La protestation actuelle des étudiants est bien le signe d'une inquiétude des étudiants pour leur avenir
 - Formations professionnelles :
 - Experts ont insisté sur la possible création d'une ou deux filières d'IUT. Ce projet semble recueillir l'aval des professionnels locaux. Ce projet figure dans la carte proposée mais doit être véritablement mis à l'étude dans les mois qui viennent
 - 3 licences professionnelles : TechniCom (Informatique et communication), maîtrise de l'énergie et énergies renouvelables (il y a fort à faire dans ce domaine en PF), hôtellerie et tourisme (existe déjà)
- **Toilettage quasi complet de nos filières plus classiques**
 - Fait par les enseignants eux-mêmes même si cela s'est fait parfois « dans la douleur »
 - Cet effort a été fait par tous, y compris par les collègues qui manifestent aujourd'hui
- Appui sur la recherche : « l'Université n'est pas un lycée, la majorité de nos enseignants sont des enseignants-chercheurs »
- Aujourd'hui tout le monde doit maîtriser l'Anglais avec la mise en place de certificats Européens de maîtrise des langues. Favoriser les semestres à l'étranger, l'accueil d'étudiants étrangers chez nous
- Mise en place d'un « Centre d'apprentissage des langues » (labos de langues, salles ou bâtiment bien identifié, ...) pour l'Anglais, l'Espagnol, le Réo
- Détail de quelques points du contrat :
 - 3 licences en Droit Eco-gestion avec un Master (nouveau par rapport à aujourd'hui). Au niveau Master, il existe un plan des secours si le projet de Master avec deux spécialités est critiqué par la tutelle
 - Lettres : 5 licences avec adaptation de la licence de Lettres en « Lettres et Arts », langues polynésiennes (rénovation), LEA spécialités Anglais et Espagnol avec une possibilité de double diplôme Droit/LEA ou Sciences Eco/LEA, Histoire-Géo (rénovation des maquettes)

- Disparition progressive de la licence d'Anglais. Les inscrits de cette année et ceux de l'an prochain pourront aller jusqu'au bout de leur licence. Donc maintien de la maquette actuelle jusque 2014
- Pourquoi ce choix de disparition de la licence d'anglais : licence orientée uniquement vers le professorat, seul 8 étudiants sur environ 80 ont obtenu leur licence en 3 ans, 3 de plus en 4 ans, la maîtrise de la langue est renforcée dans toutes les autres filières
- Aux dires du vice-rectorat et du Ministère de l'éducation, le vivier de postes en Anglais est « en extinction ». En Juin, le VP a tenté de suggérer un mariage des filières Anglais et LEA, mariage qui ne s'est pas fait
- Formation des professeurs des écoles. Nous devons investir sur le long terme pour améliorer le niveau général des PE en PF → une filière pluridisciplinaire est proposée, volontairement à partir du L2 seulement pour éliminer les gens les moins motivés
- Master « orienté recherche » en Lettres sans abandonner la formation pour l'enseignement. Le M1 est commun aux 4 filières de Lettres. Si le gouvernement du Pays nous dit qu'il y a des besoins dans une des 4 filières nous ouvrons alors une ou plusieurs filières en M2 en mettant 200h de préparation à l'écrit et 100h à l'oral. Les étudiants pourront aussi, si ils le veulent, s'inscrire en M1 par le CNED ou en enseignement à distance pour le M1 avant de préparer le concours ici avec les 300h annoncées
- Formation transversale intitulée « Environnement : Iles Océanie » (changement d'intitulé). Pour une formation un peu généraliste en environnement et probablement d'une durée de vie n'allant pas au delà du présent contrat, le marché de l'emploi étant limité

○ Sciences :

- Maths-Info avec deux filières en Info (une Pro et/ou une « classique » avec 75% de commun) et une licence de Maths
- Une licence Physique-Chimie-Biologie avec deux parcours en L3 « Bio-ressources » et « Ecologie-Géophysique ». Ces nouvelles filières sont adaptées aux nouveaux enjeux de la PF et colle mieux à nos laboratoires de recherche et aux projets actuels (GOPS, UMR).
- Un Master de recherche dans les domaines de la Biologie en cohabilitation avec Paris 6 (une des meilleures universités scientifiques dans les classements internationaux). Le M1 se fait à Paris, le M2 en PF fortement adossé à l'UMR scientifique. Nos étudiants pourront être accueillis dans une cité internationale à Paris comme les étudiants Calédoniens et Wallisiens
- Préparation au CAPES de Maths : les coûts et les effectifs font que nous avons abandonné l'idée de former totalement nos étudiants ici. Un possible accueil à Paris 6 a été écarté par les étudiants. Une nouvelle solution est exposée par JM Goursaud. Il s'agit de proposer une solution en particulier à ceux de condition modeste. L'idée (proposée aux étudiants hier) est de s'inscrire à une préparation en télé-enseignement à Besançon au niveau du M1 (faite en 1 ou 2 ans). 300 heures (comme pour les autres CAPES de Lettres) seront mises en place à l'UPF pour aider les étudiants en M2 ou éventuellement en M1. Les examens seront passés sur place. Bien entendu, les étudiants ne sont pas très chauds et souhaitent rester dans le dispositif actuel mais il s'agit tout de même d'une solution viable.
- PACES (ex PCEM 1)

- En conclusion le VP est satisfait du travail effectué par tous les collègues qu'il remercie chaudement.

La lecture de la lettre de l'APF (envoyée par mail par Keitapu) suscite quelques commentaires de Marc Debene (ex VP et juriste). L'article 37 du statut dit que « le gouvernement de la PF est associé à l'élaboration du contrat », le « gouvernement de PF est consulté pour la recherche ». Par contre, un second alinéa semble indiquer que l'assemblée pourrait avoir à statuer sur les formations ...

J'avoue que je ne comprends plus très bien les arguments juridiques mais il semblerait, d'après Marc Debene, que nous ayons bien fait de travailler avec le gouvernement même si la Présidente indique qu'elle est allée elle-même à l'APF pour parler de notre carte.

Parole donnée au Ministre de l'éducation Moana Greig

- Remerciements à la Présidente
- Longue tirade en Réo Mahoi : *je ne comprends rien*
- Il déplore que les langues Polynésiennes soient de moins en moins parlées dans les familles
- L'agitation autour de ce projet ne l'inquiète pas. Au contraire, c'est la première fois qu'il y a un véritable débat à tous les niveaux sur ce qui se passe à l'UPF et il s'en félicite
- Des débats ont eu lieu tant au gouvernement qu'à l'assemblée
- Les manifestations d'aujourd'hui sont presque une bonne chose. Elles montrent qu'il y a une réelle prise de conscience des étudiants sur leur avenir.
- Nouveaux remerciements pour avoir interpellé le Pays sur cette carte et il est bien normal que le Pays soit consultés étroitement
- Le taux d'échec est conséquent et préoccupant, il faut apporter des réponses de bon sens en adéquation avec les préoccupations du Pays
- Même si l'excellence doit être maintenue, la lutte contre l'échec doit être une priorité forte
- Lors du CS il a été dit que la Présidente se substitue au ministre de l'éducation, il affirme haut et fort « il n'y a qu'un Ministre et c'est moi ! »
- Déclarer que l'UPF n'a pas à se soucier des bacs Pro et Techno est une affirmation tout à fait scandaleuse ! Nous ne pouvons pas laisser tous ces jeunes sur le bord de la route
- Sur le projet de la carte de formations : « le représentant du gouvernement que je suis vous apporte totalement et pleinement son soutien »

Parole donnée au seul représentant des étudiants :

- Souligne l'énorme travail qui a été fait par tous à l'UPF pour proposer ce plan très novateur
- Les modifications sont telles qu'elles suscitent de nombreuses réactions parfois exagérées
- La communication de la Présidence n'a peut-être pas été très efficace mais de nombreuses interventions dans les médias ont jeté inutilement de l'huile sur le feu
- Il regrette que les étudiants n'aient pas été suffisamment associés à l'élaboration de cette carte
- En prenant le temps de la réflexion et du dialogue, de nombreuses avancées ont été proposées en réponses aux interrogations des étudiants :
 - Les étudiants d'anglais auront la possibilité de terminer leur formation
 - La préparation au CAPES de Lettres a obtenu 300 heures
 - De nombreux points positifs de cette carte ont malheureusement mal été pris en compte par les étudiants aujourd'hui dans la rue
 - Interrogations pour la solution proposée aux étudiants de Master de Maths qui se demandent comment ils pourront subvenir à leurs besoins

- Question posée au Ministre de l'éducation sur les postes proposés au concours CAPES. Il fait aussi remarquer que de nombreux contractuels sont actuellement en poste en CDI et cela pénalise les étudiants souhaitant se présenter au CAPES
- Beaucoup de choses ont été dites. Certaines inquiétudes sont légitimes mais ces inquiétudes justifient-elles l'instauration d'un tel climat de méfiance et de violence
- Les étudiants redisent leur attachement à plus de dialogue et à l'instauration d'un climat plus serein

Réponse du Ministre de l'éducation

- Il a lui-même été surpris du nombre des dossiers de contractuels ayant fait 6 ans et demandant à être re-qualifiés en CDI
- Cela pénalise effectivement les volontaires au CAPES
- Un certain pourcentage de ces enseignants contractuels ont même eu une inspection défavorable au bout de leur sixième année ce qui est inquiétant pour le niveau de leur enseignement
- Il a été demandé que les contractuels soient inspectés dès la seconde année et non au bout de 6 ans
- C'est un dossier à travailler avec le vice-recteur

Réponse du vice-recteur

- L'Etat n'est pas pour la « CDIsation », c'est une conséquence de la législation sur le travail
- Il faut toutefois être plus nuancé. Souvent les contractuels sont indispensables dans les îles éloignées dans lesquelles les titulaires refusent d'aller. Ces desiderata géographiques sont très pénalisants. Il est rappelé que les concours de l'éducation nationale impliquent généralement un exil géographique pendant quelques années, c'est le cas en métropole mais en PF, il y a un refus très net des postes dans les îles

Le délégué à la recherche et représentant du Haut commissaire (P. Mery)

- Même si il y a des raisons au fort taux d'échec, celui-ci est inacceptable
- La mise en place d'états généraux de l'éducation l'an prochain est une excellente chose. Ils devront répondre à nombre de questions sur les BTS, les DUTs,
- Même les bacs généraux ont des taux d'échec très élevés. Nous approuvons donc totalement les dispositifs proposés (QCM de positionnement, année L0, licence métiers du CNAM, ...)
- Concernant les DUs et CUs, c'est un outil très intéressant mais il convient d'être très attentif sur ces diplômes. Ils doivent répondre aux besoins des employeurs et non être un moyen de donner à tout prix un « diplôme » à tous les étudiants, diplôme qui n'aura aucune valeur ensuite sur le marché du travail. Attention à ne pas proposer de DU trop proches de BTS existants

Le vice-recteur

- J'adhère totalement aux propos de P. Mery sur l'échec des bacs généraux qui représentent le plus fort potentiel d'amélioration de nos taux d'échecs. C'est au niveau de ces étudiants que nous devons concentrer nos efforts car nous pourrions en « sauver » de très nombreux
- L'orientation active est également très importante. Il faut aller dans les lycées, il est possible de convaincre un certain nombre de bons étudiants qu'ils pourraient venir à l'UPF et non partir dans les universités en métropole. Il y a un gros travail de « marketing » à faire au niveau des lycées
- Attention aux DUTs, ce sont les meilleurs des bacs généraux qui représentent en général le véritable vivier des DUTs, il y a là un risque fort de « vider » vos licences. Nous avons encore du temps avant la mise en place éventuelle de cet

IUT, il faudrait sans doute attendre les résultats des états généraux pour proposer des formations véritablement demandées par les professionnels

- Sur les licences, « je suis très heureux de voir apparaître les licences pluridisciplinaires », c'est l'avenir. En particulier en liaison avec le concours de PE
- A partir de 2011 (après fermeture de l'Ecole Normale), l'école interne IUFM sera la seule et unique responsable de la formation tant initiale que continue des PE. Toutefois, la situation est critique car les moyens de l'IUFM sont en baisse. Cet aspect de la préparation des PE n'est sans doute pas assez développé dans notre contrat actuel. Il faut impérativement prévoir des moyens importants pour cette formation des maîtres et développer cela dans notre projet.

| Marc Debene :

- Il se félicite des interventions concordantes du Ministre, du représentant de l'Etat et du vice-recteur
- Concernant l'orientation active, il insiste sur les efforts des collègues en ce sens avec les visites dans les lycées et les réponses à l'application informatique
- La solution doit impérativement être un travail en cohérence avec tout le système éducatif local même si il nous manque des outils d'harmonisation université-secondaire qui existent en métropole
- Il rappelle que les universités peuvent même délivrer des BTS
- L'alternance et l'apprentissage sont deux pistes très efficaces qui doivent être envisagées très rapidement en PF

| James Estoll (Dir. banque SOCREDO, représentant des entreprises)

- Il est malheureux qu'il n'y ait pas un examen d'entrée → c'est illégal !
- Les travaux présentés aujourd'hui sont remarquables
- La collaboration doit être encore renforcée entre le secondaire et l'université
- Concernant l'accès au monde du travail. Le diplôme ne règle pas tous les problèmes, certains « non diplômés » sont d'une remarquable efficacité
- Tout ce que vous proposez aujourd'hui est positif mais force est de constater que parfois il manque le B-A-BA (expression orale, calcul mental, règle de trois, ...)
- Malheureusement, il faut aussi penser à l'expatriation. Tous nos étudiants ne trouveront pas un débouché sur nos îles. Le « propre des îliens est de quitter leur île »
- Même une année d'échec apporte une expérience importante pour le futur
- Le monde économique n'a sans doute pas encore été assez associé à ce plan au niveau des grandes entreprises mais aussi et surtout au niveau des Très Petites Entreprises (TPE) qui représentent sans aucun doute le plus gros vivier d'emplois
- Le câble informatique peut être une menace pour les entreprises locales

Réponse rapide du VP sur certains points précis : expatriation et importance des langues, importance accrue des stages dans nos formations (mise en place d'un bureau des stages), importance de l'expérience des études en métropole, ...

| Bruno Bélanger (représentant des entreprises)

- De bonnes choses sur l'instauration de l'Anglais dans toutes les filières par exemple
- Utilisation du câble pour du télé-enseignement
- Chaudes félicitations pour le travail qui a été fait et les importantes avancées
- Un manque de coaching avec les médias qui « vous a un peu éclaté à la figure »
- Il est aussi bon que les étudiants se soient mobilisés, c'est une excellente prise de conscience
- Il serait bon également que les étudiants aillent aussi dire à certains élus « n'allez pas casser notre outil de demain ».

| Jean Munoz

- Précisions sur le LEA

- Les débouchés ne sont pas uniquement sur l'enseignement ou les concours administratifs
- La maîtrise de l'Anglais et de l'espagnol est axée non pas sur la littérature ou la poésie mais sur l'application des langues aux métiers
- Nouveauté cette année avec les doubles diplômes alliant les langues et le droit ou les sciences économiques
- Dans le double diplôme il est obligatoire de passer un semestre à l'étranger, c'est fondamental !

Jean Marie Goursaud

- Notre changement de schéma est fondamental et orienté vers la professionnalisation
- Nos interventions dans les lycées étaient très claires avec exposé des chiffres de réussite en fonction des bacs
- En sciences, le Master avec Paris 6 est une excellente chose même si nous n'avons pas réussi à proposer un Master pluridisciplinaire en Sciences. La solution du télé-enseignement proposée pas plus tard qu'hier est tout de même une bonne chose

Bernard Poirine

- Il m'échoie la lourde tâche d'être le porte parole des gens n'adhérant pas à la grande unanimité et aux louanges constatés depuis le début de cette séance
- Lutte contre l'échec : cela fait des années que je me bat pour l'ouverture de DU pour les étudiants en échec en première année. Pour ce faire, nous avons successivement mis en place deux DUs (en collaboration avec le SEFI) qui ont donné de très bons résultats mais qui ont fermé faute de financement par le SEFI qui a préféré financer des formations privées !
- Le DEUST « Ventes et négociations » a aussi été fermé au bout de deux ans par manque de moyens. Il y a donc une contradiction entre le discours d'aujourd'hui et ces expériences de DU qui ont été fermés. L'ouverture éventuelle de DUs est très peu développée dans le document, il manque des précisions
- Une préparation au CAPET a existé mais a été fermée laissant les étudiants sur le bord de la route faute d'ouverture du Master (qui est malheureusement le seul à ne pas avoir été habilité)
- Où sont les chiffres des postes ouverts au concours ? Un tableau de 2008 est évoqué mais pas de statistiques plus récentes alors que l'on peut lire des tas de chiffres contradictoires dans la presse
- Fermer les préparations CAPES risque de mener nos meilleurs étudiants à partir très vite en métropole (après le Bac) et non pas à faire une licence ici
- Déploie l'absence de chiffres sur les moyens financiers et humains de l'UPF alors même que les moyens humains de l'IUFM ont été intégrés à l'UPF. D'après lui, l'UPF aurait hérité de l'IUFM de 6 postes de PRAG (soit plus de 2 000 heures) + 95 millions FCP de budget

Réponse de Eric Conte sur les DUs

- « Tu as toi-même été entendu pour les DUs puisque cela a été rajouté dans notre plan actuel »
- Si des DUs ont été fermés faute de financement, c'est sans doute dommage mais c'est le passé, parlons de l'avenir. Nous proposons toujours l'ouverture de DUs pour lesquels nous allons demander au Ministère des financements (ce qui n'est pas commun)

Réponse du SG sur les crédits

- Les crédits IUFM ont été entièrement dévolus aux nouveaux Masters
- Une partie des heures complémentaires de l'année précédente a été budgétisé sur l'année dont parle Bernard

Note personnelle : la remarque de Bernard sur les moyens de l'IUFM était peu claire quant au détail des chiffres avancés et la réponse du SG est encore moins claire

Réponse du Ministre de l'éducation

- Retour sur des propos antérieurs du vice-recteur concernant la lutte contre l'échec. Il insiste sur la nécessité de prendre en compte la totalité du cursus des jeunes depuis la maternelle jusqu'à l'Université. Les prochains états généraux devront apporter des réponses à nombre de questions en particulier au niveau des BTS
- Il faut augmenter la proportion de bacs généraux (30% bacs généraux seulement) mais dans l'immédiat nous devons faire avec ces bacheliers Pro et Techno
- Concernant les postes : c'est un document de travail qui circule et qui ne devrait pas circuler. Ce document parle de 12 postes d'Anglais d'ici 2013 mais c'est un document de travail
- « Je rentre de métropole où 11 000 postes vont être supprimés dans l'éducation nationale » et la PF sera aussi touchée. C'est certain, nous aurons aussi des suppressions de postes !

Pascal Ortega

- Le bac ne joue plus son rôle de filtre à l'entrée de l'université depuis l'instauration du fameux objectif de 80% d'une classe d'âge avec le Bac
- Je félicite le VP pour ce travail colossal mais nous avons aujourd'hui le sentiment d'un travail pas encore achevé même si il est globalement positif
- De nouvelles idées ont même émergées dans cette salle aujourd'hui, signe que tout n'est pas encore « mûr »
- La décision de suppression des Masters enseignement a été prise très tard et peu de discussions ont eu lieu car, par exemple en Sciences, nous étions tous persuadés que le Master de Maths serait reconduit
- Les solutions proposées sont de l'autocensure, nous manquons de chiffres, nous pourrions proposer plus de choses et attendre le retour des experts
- Est-il possible de reporter la remise du dossier d'un an en passant à la vague C ?

Réponse du VP et de la Présidente

- Le travail ne sera jamais terminé, certaines personnes (dont tu ne fais pas partie) ne souhaitent pas discuter et de nouvelles discussions ne mèneront à rien de plus
- Beaucoup de choses peuvent encore être modifiées au cours de la discussion avec l'AERES et le Ministère
- En conclusion : refus de cette demande de passage à la vague d'autant que nous sommes à 3 jours de la date limite de retour de notre dossier !

B. Poirine

Je suis en charge de proposer une motion :

« Les enseignants-chercheurs ainsi que les étudiants du mouvement démocratique demandent que les Masters d'enseignement figurent dans la carte de formation qui remontera au ministère à la suite de ce CA, ceci afin de permettre des discussions ouvertes sur cette même carte de formation pendant les négociations qui vont suivre.

L'autre possibilité qui a leur adhésion est de demander le passage de l'UPF dans la vague C afin de permettre une consultation approfondie sur les diplômés à mettre en place dans les prochaines années.

~~Vote : une voix pour.~~ **ERRATUM : Vote : DEUX voix pour.**

Le représentant étudiant s'étonne que les étudiants passent par un enseignant pour porter leur parole.

Modification du projet de document :

- pour l'équipe de recherche GAATI (Maths), JM Goursaud (PR de Maths) se retire de l'équipe (il vient d'adresser un courrier à la Présidente)
- intégrer les modifications demandées par B. Herse sur la présentation de l'IUFM

Vote sur les axes stratégiques du futur contrat : 2 abstentions.

Vote sur la carte globale des formations (y compris les modifications évoquées en télé-enseignement + 300 heures pour les maths) : 2 contre, 2 abs

Vote sur les maquettes département par département.

En DEG : unanimité

- Retrait de Messieurs Aurifeille et Chapuis de l'équipe pédagogique de Master management

En Lettres, Langues et Sciences humaines : 1 contre, 1 abs

En Sciences : 2 contre, 3 abs

Volet Recherche

Parole donnée au VP du CS (invité)

- Rappel des équipes actuelles en Droit Eco-Gestion (1 équipe), Lettres (1 équipe) et Sciences (3 équipes)
- Le bilan de toutes ces équipes est largement positif
- Une trentaine d'EC publiant seulement mais les experts de l'AERES reconnaîtront sans aucun doute la qualité de notre travail
- La recherche est de plus en plus présente dans l'Université et c'est une excellente chose
- Plusieurs évènements majeurs ont eu lieu récemment :
 - Pour la première fois en PF, des organismes de recherche se sont regroupés autour de thématiques et de locaux communs : le CPRBI d'Arue avec l'ILM, l'IRD, l'IFREMER et l'UPF
 - Le GOPS (Grand Observatoire du Pacifique Sud) a été créé
 - Création du pôle d'éco-innovation « Tahiti – Faahotu »
- Projet fondamental d'UMR en Sciences regroupant ILM, IFREMER, IRD et UPF
- Futures équipes
 - En DEG, renouvellement de l'équipe d'accueil GDI, dirigée par Marc Debene : tourisme, foncier, valorisation, ...
 - En Lettres, renouvellement de l'équipe d'accueil EAST en EASTCO (CO pour COntemporain), dirigée par B. Saura au lieu de S. Dunis
 - En Mathématiques renouvellement de l'équipe d'accueil GAATI qui a refusé d'intégrer l'UMR. Le retrait de JM Goursaud mène à une interrogation sur la direction de cette équipe
 - L'UMR regroupant Biologistes, chimistes, géophysiciens et informaticiens avec une forte orientation vers la mer et les énergies renouvelables pour lesquelles nous sommes sollicités par l'Université de Bretagne Occidentale pour la mise en place d'une collaboration forte.
- En conclusion, c'est un projet novateur, ambitieux et marquant un réel tournant pour cette université.

Parole au ministre de l'éducation avant son départ qui nous remercie et donne procuration à la Présidente.

Parole au Délégué Régional à la Recherche et Technologie

- Se félicite fortement de la création de l'UMR, c'est une véritable dynamique irréversible
- Se félicite également de la création du pôle d'innovation.

Vote volet recherche : Unanimité

POINT 3 : Personnels : Prime de référent pédagogique pour l'année universitaire 2010/2011.

Cette question avait été évoquée lors du précédent CA et reportée au CA de ce jour. Il semble que, malheureusement, aucun des 3 départements n'ait discuté de ce point en réunion.

Afin de ne pas léser les collègues s'étant déjà impliqués dans cette activité, il est proposé que cette prime soit maintenue pour le premier semestre de cette année universitaire avec le taux actuel (8h pour moins de 60 étudiants, 12h pour moins de 100, ...) mais **calculée non pas sur les inscrits mais sur les présents aux examens du S1**. Cette prime de référent ne serait pas reconduite en S2.

Vote : 3 contre.

Je crois comprendre que les contre auraient préféré l'arrêt immédiat du dispositif.

POINT 4 : Questions financières et comptables :

- 4.1 Demande de subvention de l'ASSET, pour la journée des langues Polynésiennes.

270 000 FCP adopté par la CEVE.

Unanimité.

- 4.2 Sortie d'inventaire.

Une Renault Laguna.

Unanimité.

POINT 5 : Scolarité : Contrôle des connaissances des masters 1 et 2, année universitaire 2010/2011.

Nous n'avons, à ce jour, pas voté de modalités de contrôle des connaissances.

Unanimité.

POINT 6 : Formation continue : formations nouvelles.

- Certificat demandé par l'OPT en « Anglais Commercial »
- Interrogation sur le responsable de la formation qui n'est pas un titulaire de l'UPF.
Réponse : cela ne pose pas de difficulté dans le cadre d'un CU

« Formation à l'entretien psychosocial et à l'accueil dans le cadre d'une IVG »

Unanimité.

POINT 7 : Conventions (pour vote et/ou pour information).

Deux pour information.

POINT 8 : Questions diverses.

Aucune.

Séance levée à 12h40.